

CARNA

Conditions générales de vente, d'utilisation et de traitement des données

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à toutes les ventes conclues sur le site internet <https://www.carnafrance.com/> et sous la marque déposée CARNA.

Le site <https://www.carnafrance.com/> est un service de l'entreprise individuelle **Baptiste Crosnier**.

Adresse : 3 avenue de la Maye, 78000 Versailles

e-mail : carna.co.fr@gmail.com

siren : en cours d'attribution

Article 1 - Principes

Le vendeur et l'acheteur conviennent que les présentes conditions générales régissent exclusivement leur relation ainsi que leurs obligations respectives. En ce sens, l'acheteur est réputé accepter ces conditions générales (CG) sans réserve.

Le vendeur se réserve le droit de modifier ponctuellement ses conditions générales, qui seront applicables dès leur mise en ligne. Si une condition de vente venait à faire défaut, elle serait considérée être régie par les usages en vigueur dans le secteur de la vente à distance dont les sociétés ont leur siège en France.

Les présentes conditions s'appliquent à l'exclusion de toutes autres conditions, notamment celles applicables pour les ventes en magasin ou au moyen d'autres circuits de distribution et de commercialisation.

Ces conditions sont accessibles sur le site *carnafrance* et prévaudront sur toute autre version ou document contradictoire.

Article 2 - Contenu

Les présentes conditions générales ont pour objet de définir les droits et obligations des parties dans le cadre de la vente en ligne de biens proposés par le vendeur à l'acheteur sur le site *carnafrance* et livrés en France métropolitaine exclusivement.

Pour toute livraison dans les DOM-TOM ou à l'étranger, il convient d'adresser un message à l'adresse e-mail suivante carna.co.fr@gmail.com

Article 3 - Informations précontractuelles

L'acheteur reconnaît avoir eu communication, préalablement à la passation de sa commande et à la conclusion du contrat, d'une manière lisible et compréhensible, des présentes conditions générales de vente et de toutes les informations listées à l'article L.225-5 du code de la consommation.

Sont transmises à l'acheteur, de manière compréhensibles et claires, les informations suivantes:

- caractéristiques essentielles du bien
- prix du bien
- éventuels frais supplémentaires (transport, livraison, ...)
- dates de livraison
- informations relatives à l'identité du vendeur (code postale, mail, activités, garanties légales, aux contenus numériques ou non,..)

Article 4 – Modalités de commande

L'acheteur a la possibilité de passer sa commande en ligne au moyen d'un formulaire dans la limite des stocks disponibles. L'acheteur sera informé de toute indisponibilité du produit ou bien commandé.

Pour finaliser la commande, l'acheteur devra accepter sans réserve, en cliquant à l'endroit indiqué, les présentes conditions générales. L'acheteur choisira l'adresse de livraison puis procédera au paiement.

La vente sera considérée définitive :

-Après envoi, par le vendeur à l'acheteur, de la confirmation de la commande par mail. Ce document vaut acceptation de la commande par le vendeur.

-et après encaissement, par le vendeur, de l'intégralité du prix.

Toute commande vaut acceptation du prix et des caractéristiques des produits ou bien disponibles.

Dans certains cas, notamment défaut de paiement, adresse erronée, etc., le vendeur se réserve le droit de bloquer la commande jusqu'à résolution du problème.

Pour toute question relative au suivi de commande, l'acheteur peut contacter le vendeur à l'adresse suivante : carna.co.fr@gmail.com

Article 5 – Signature électronique

La fourniture en ligne du numéro de carte bancaire de l'acheteur et la validation de la commande vaudront preuve de l'accord de l'acheteur:

- exigibilité des sommes dues au titre de la commande ;
- signature et acceptation expresse de toutes les opérations effectuées

En cas d'utilisation frauduleuse de sa carte bancaire, l'acheteur est invité à contacter le vendeur le plus rapidement possible.

Article 6 - Preuve de transaction

Les registres, conservés par le vendeur dans des conditions raisonnables de sécurité, seront considérés comme les preuves des communications, commandes et paiements intervenues entre les

parties. L'archivage des bons de commande et factures est effectué sur support fiable et peuvent être produits à titre de preuve.

Article 7 - Informations sur les produits

Les produits régis par les présentes conditions de vente sont ceux vendus légalement sous la marque CARNA. Les produits sont décrits et présentés avec la plus grande précision possible, toutefois des erreurs ou omissions peuvent survenir mais n'engagent en rien la responsabilité du vendeur. Les photographies ne sont pas contractuelles.

Article 8 - Prix

Le vendeur se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment mais s'engage à appliquer les tarifs en vigueur indiqués au moment de la commande, sous réserve de disponibilité à cette date.

Les prix indiqués sont en euros et tiennent compte de la TVA. Tout changement du taux applicable TVA sera immédiatement répercuté sur le prix du produit. De même, si une ou plusieurs taxes ou contributions, notamment environnementales, venaient à être créées ou modifiées, celles-ci seraient immédiatement répercutées sur le prix de vente du produit.

Article 9 - Mode de paiement

Toute commande passée sur le site *carnafrance* sous la marque CARNA est une commande avec obligation de paiement, ce qui signifie que la passation de la commande implique un règlement de l'acheteur. Pour régler sa commande, l'acheteur dispose, à son choix, des différents moyens de paiement mis à sa disposition par le vendeur. L'acheteur garantit au vendeur qu'il dispose des autorisations nécessaires pour utiliser le mode de paiement choisi. Le vendeur se réserve le droit de suspendre toute commande et toute livraison en cas de refus d'autorisation de paiement par les organismes accrédités ou en cas de non-paiement.

Le vendeur se réserve notamment le droit de refuser une livraison ou d'honorer une commande émanant d'un acheteur qui n'aurait pas réglé totalement ou partiellement une commande précédente ou avec lequel un litige de paiement serait en cours d'administration.

Le paiement s'effectue en totalité le jour de la commande, par carte bancaire.

Une fois le règlement effectué, le vendeur transmet à l'acheteur la facture correspondant à sa commande. Sauf cas particulier et accord bilatéral entre acheteur et vendeur, les factures sont numériques et transmises par voie dématérialisée.

Article 10 - Disponibilité des produits - Remboursement - Résolution

Sauf en cas de force majeure ou lors des périodes de fermeture de la boutique en ligne qui seront clairement annoncées sur la page d'accueil du site, les délais d'expédition seront, dans la limite des stocks disponibles, ceux indiqués ci-dessous. Les délais d'expédition courent à compter de la date d'enregistrement de la commande indiquée sur le mail de confirmation de la commande.

-Pour les livraisons en France métropolitaine et en Corse, le délai est de 7 jours ouvré à compter du jour suivant celui où l'acheteur a passé commande, selon les modalités du transporteur.

-Au plus tard, le délai sera de 30 jours ouvrable après conclusion du contrat.

Pour les livraisons DOM-TOM, ou autre pays, les modalités de livraison seront précisées à l'acheteur au cas par cas.

En cas de non-respect de la date ou du délai de livraison convenu, l'acheteur devra, avant de rompre le contrat, enjoindre au vendeur d'exécuter celui-ci dans un délai supplémentaire raisonnable. A défaut d'exécution à l'expiration de ce nouveau délai, l'acheteur pourra librement rompre le contrat.

L'acheteur devra accomplir ces formalités successives par lettre recommandée avec accusé de réception ou par écrit sur un autre support durable.

Le contrat sera considéré comme résolu à la réception par le vendeur de la lettre ou de l'écrit l'informant de cette résolution, sauf si le professionnel s'est exécuté entre temps.

L'acheteur pourra cependant résoudre immédiatement le contrat, si les dates ou délais vu ci-dessus constituent pour lui une condition essentielle du contrat.

Dans le cas où le contrat est résolu, le vendeur est tenu de rembourser l'acheteur de la totalité des sommes versées, au plus tard dans les 14 jours suivant la date à laquelle le contrat a été dénoncé.

Article 11 - Modalités de livraison

La livraison s'entend du transfert au consommateur de la possession physique ou du contrôle du bien. Les produits commandés sont livrés selon les modalités et le délai précisé ci-dessus.

Les produits sont livrés à l'adresse indiquée par l'acheteur sur le bon de commande, l'acheteur devra veiller à son exactitude. Tout colis renvoyés au vendeur à cause d'une adresse de livraison erronée ou incomplète sera réexpédié aux frais de l'acheteur

Si l'acheteur est absent le jour de livraison, le livreur laissera un avis de passage dans la boîte aux lettres, qui permettra de retirer le colis au lieu et délais indiqués.

Si au moment de la livraison, l'emballage d'origine est abimé, déchiré ou ouvert, l'acheteur doit alors vérifier l'état des articles. S'ils ont été endommagés, l'acheteur doit impérativement refuser le colis et noter une réserve sur le bordereau de livraison (colis refusé car ouvert ou endommagé).

L'acheteur doit indiquer sur le bon de livraison et sous forme de réserves manuscrites accompagnées de sa signature toute anomalie concernant la livraison (avarie, produit manquant, colis endommagé, produits cassés,...).

Cette vérification est considérée comme effectuée dès lors que l'acheteur, ou une personne autorisée par l'acheteur, a signé le bon de livraison.

L'acheteur devra alors confirmer par courrier recommandé ces réserves au transporteur au plus tard dans les deux jours ouvrables suivant réception du ou des articles et transmettre une copie de ce courrier au vendeur à l'adresse indiquée dans les mentions légales du site.

Si les produits nécessitent d'être renvoyés au vendeur, ils doivent faire l'objet d'une demande de retour auprès du vendeur dans les 14 jours suivant la livraison. Toute réclamation formulée hors de ce délai ne pourra être acceptée. Le retour du produit ne pourra être accepté que pour les produits dans leur état d'origine (emballage, accessoires, notices,...).

Article 12 - Erreurs de livraison

L'acheteur devra formuler auprès du vendeur le jour même de la livraison ou au plus tard le premier jour ouvré suivant la livraison, toute réclamation d'erreur de livraison et/ou de non-conformité des produits en nature ou en qualité par rapport aux indications figurant sur le bon de commande. Toute réclamation pourra être faite, au choix de l'acheteur :

-à l'adresse mail suivante : carna.co.fr@gmail.com

-par courrier à l'adresse suivante : 3 avenue de la Maye, 78000 Versailles

Toute réclamation non effectuée dans les règles définies ci-dessus et dans les délais impartis ne sera prise en compte et dégage le vendeur de toute responsabilité vis-à-vis de l'acheteur.

A réception de la réclamation, le vendeur attribuera un numéro d'échange du ou des produits concernés et le communiquera par e-mail à l'acheteur. L'échange d'un produit ne peut avoir lieu qu'après l'attribution du numéro d'échange.

En cas d'erreur de livraison (ou d'échange), tout produit à échanger ou rembourser devra être retourné au vendeur dans son ensemble et dans son emballage d'origine, en Colissimo recommandé, à l'adresse suivante : 3 avenue de la Maye, Versailles 78000.

Dans le cas de non-responsabilité de l'acheteur, les frais de retour sont à la charge du vendeur ou du transporteur.

Article 13 - Garantie des produits

13-1 Garantie légale de conformité

Le vendeur est garant de la conformité du bien vendu au contrat, permettant à l'acheteur de formuler une demande au titre de la garantie légale de la conformité prévue aux articles L-217-4 et suivants du code de la consommation.

En cas de mise en œuvre de la garantie légale de conformité, il est rappelé que :

-L'acheteur bénéficie d'un délai de 2 ans à compter de la délivrance du bien pour agir ;

-L'acheteur peut choisir entre la réparation ou le remplacement du bien, sous réserve des conditions de coût prévues par l'article L.217-17 du code de la consommation ;

-L'acheteur n'a pas à apporter la preuve de la non-conformité du bien durant les 24 mois en cas de bien neuf, suivant la délivrance du bien.

13-2 Garantie légale des vices cachés

Conformément aux articles 1641 et suivants du code civil, le vendeur est garant des vices cachés pouvant affecter le bien vendu. Il appartiendra à l'acheteur de prouver que les vices existaient à la vente du bien et sont de nature à rendre le bien impropre à l'usage auquel il est destiné. Cette garantie doit être mise en œuvre dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice.

L'acheteur peut choisir entre la résolution de la vente ou une réduction du prix conformément à l'article 1644 du code civil.

13-3 Garantie commerciale

Les produits vendus sont également couverts par une garantie commerciale visant à garantir leur conformité et assurer le remboursement du prix d'achat, le remplacement ou la réparation des biens. Elle ne couvre pas les défauts occasionnés du fait d'une utilisation anormale ou fautive ou résultant d'une cause étrangère aux qualités intrinsèques du produit.

Article 14 - Droit de rétractation

Application du droit de rétractation

Conformément aux dispositions du code de la consommation, l'acheteur dispose d'un délai de 14 jours à compter de la date de livraison de sa commande, pour retourner tout article ne lui convenant pas et demander l'échange ou le remboursement sans pénalité, à l'exception des frais de retours qui restent à la charge de l'acheteur.

Les retours sont à effectuer dans leur état d'origine et complets (emballages, accessoires,...) permettant leur recommercialisation à l'état neuf, accompagnés de la facture d'achat.

Les produits endommagés, salis ou incomplets ne sont pas repris.

Le droit de rétractation peut être exercé en ligne, à l'aide du formulaire de rétractation disponible sur le site. Dans ce cas, un accusé de réception sur un support durable sera immédiatement communiqué à l'acheteur. Tout autre mode de déclaration de rétractation est accepté. Il doit être dénué d'ambiguïté et exprimer clairement la volonté de se rétracter.

En cas d'exercice du droit de rétractation dans le délai susvisé, sont remboursés le prix du ou des produits achetés et les frais de livraison.

Les frais de retour sont à la charge de l'acheteur.

L'échange (sous réserve de disponibilité) ou le remboursement sera effectué dans un délai de 7 jours, et au plus tard dans un délai de 14 jours à compter de la réception, par le vendeur, des produits retournés par l'acheteur dans les conditions prévues ci-dessus.

Exceptions

Selon l'article L221-28 du Code de la consommation, le droit de rétractation ne peut être exercé pour les contrats :

- de fourniture de biens dont le prix dépend de fluctuations sur le marché financier échappant au contrôle du professionnel et susceptible de se produire pendant le délai de rétractation.
- de fourniture de biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisé.
- de fourniture de biens susceptibles de se détériorer ou de se périmer rapidement.
- de fournitures de biens qui ont été descellés par le consommateur après la livraison et qui ne peuvent être renvoyés pour des raisons d'hygiène ou de protection de la santé.
- de fourniture de biens qui, après avoir été livrés et de par leur nature, sont mélangés de manière indissociable avec d'autres articles.
- de fournitures de boissons alcoolisées dont la livraison est différée au-delà de 30 jours et dont la valeur convenue à la conclusion du contrat dépend de fluctuations sur le marché échappant au contrôle du professionnel.

- de travaux d'entretien ou de réparation à réaliser en urgence au domicile du consommateur et expressément sollicités par lui, dans la limite des pièces de rechange et travaux strictement nécessaires pour répondre à l'urgence.

- de fourniture d'enregistrements audio ou vidéo ou de logiciels informatiques lorsqu'ils ont été descellés par le consommateur après la livraison.

- de fourniture d'un journal, d'un périodique ou d'un magazine, sauf pour les contrats d'abonnement à ces publications.

- de fournitures d'un contenu numérique non fourni sur un support matériel dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation.

Article 15 - Force majeure

Toutes circonstances indépendantes de la volonté des parties empêchant l'exécution dans des conditions normales de leurs obligations sont considérées comme des causes d'exonération des obligations des parties et entraînent leur suspension.

La partie qui invoque les circonstances visées ci-dessus doit avertir immédiatement l'autre partie de leur survenance, ainsi que de leur disparition. Seront considérés comme cas de force majeure tous faits ou circonstances irrésistibles, extérieurs aux parties, imprévisibles, inévitables, indépendants de la volonté des parties et qui ne pourront être empêchés par ces dernières, malgré tous les efforts raisonnablement possibles. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français : le blocage des moyens de transports ou d'approvisionnements, tremblements de terre, incendies, tempêtes, inondations, foudre, arrêt des réseaux de télécommunication ou difficultés propres aux réseaux de télécommunication externes aux clients.

Les parties se rapprocheront pour examiner l'incidence de l'évènement et convenir des conditions dans lesquelles l'exécution du contrat sera poursuivie. Si le cas de force majeure a une durée supérieure à 3 mois, les présentes conditions générales pourront être résiliées par la partie lésée.

Article 16 - Propriété intellectuelle

Le contenu du site internet reste la propriété du vendeur, seul titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ce contenu.

Les acheteurs s'engagent à ne faire aucun usage de ce contenu. Toute reproduction totale ou partielle de ce contenu est strictement interdite et est susceptible de constituer un délit de contrefaçon.

Article 17 – Données personnelles

Les données nominatives fournies par l'acheteur sont nécessaires au traitement de sa commande et à l'établissement des factures.

Elles peuvent être communiquées aux partenaires du vendeur chargés de l'exécution, du traitement, de la gestion et du paiement des commandes.

L'entreprise individuelle **Baptiste Crosnier** n'effectue aucune collecte ni traitement des informations personnelles autre que ceux nécessaires à la réalisation des commandes. Aucune information personnelle autres que celles présentes sur les factures et bons de commande ne sont conservées. En conséquence, aucune politique de traitement ou protection des données personnelles n'est mise en place.

Article 18 - Non-validation partielle

Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Article 19 - Non-renonciation

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre partie à l'une quelconque des obligations visées dans les présentes conditions générales ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

Article 20 - Titre

En cas de difficultés entre l'un quelconques des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Article 21 - Langage du contrat

Les présentes conditions générales de vente sont rédigées en langue française. Dans le cas où elles seraient traduites en une ou plusieurs langues étrangères, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

Article 22 - Médiation et règlement litiges

L'acheteur peut recourir à une médiation conventionnelle, notamment auprès de la commission de la médiation de la consommation ou auprès des instances de médiation sectorielles existantes, ou à tout alternatif de règlement des différends (conciliation, par exemple) en cas de contestation. (Les noms, coordonnées du médiateur sont disponibles sur notre site.)

Conformément à l'article 14 du règlement (UE) n°524/2013, la Commission Européenne a mis en place une plateforme de règlement en ligne des litiges, facilitant le règlement indépendant par voie extrajudiciaire des litiges en ligne entre consommateurs et professionnels de l'union européenne. Cette plateforme est accessible grâce au lien suivant : <https://webgate.ec.europa.eu/odr/> .

Article 23 - Loi applicable

Les présentes conditions générales sont soumises à l'application du droit français. Le tribunal compétent est le tribunal judiciaire. Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de

forme. En cas de litige ou de réclamation, l'acheteur s'adressera en priorité au vendeur pour obtenir une solution amiable.

Le 02/10/2020